

***Journée scientifique***  
***Crise des migrants : décentrer le regard***

**Vendredi 18 Mars 2016**  
**9h00-17h00**

INED, 133 boulevard Davout - 75020 Paris

***A l'initiative de l'unité Migrations internationales et minorités (MIM)***  
***et du Pôle perspectives internationales (Pôle PI)***

Porter un regard décentré sur les phénomènes migratoires actuels en prenant le parti de la comparaison internationale, du détour géographique, de la mise en perspective historique et de la mesure raisonnée des mouvements de population tels sont les objectifs assignés à cette journée scientifique.

Depuis plusieurs années, en effet, les flux migratoires en direction de l'Union Européenne (et en particulier de la France) font l'objet de discours négatifs et alarmistes qui s'accompagnent de mesures restrictives et répressives. En vue de barrer l'entrée de l'espace européen à toute migration économique, les entraves à la circulation des personnes en provenance des pays d'émigration (ou susceptibles de l'être) se sont multipliées avec des critères toujours plus sélectifs et des formalités plus contraignantes pour obtenir les visas d'entrée dans l'espace « Schengen ». Le contrôle et la police des frontières se sont progressivement déplacés au-delà des limites extérieures de l'UE en prenant appui sur la collaboration des Etats tampons et des pays d'émigration avec pour objectif prioritaire de prévenir ou d'empêcher les mobilités et de favoriser les rapatriements contraints ou le retour volontaire des migrants. Les politiques de co-développement ou d'aide engagées avec les pays de départ poursuivent les mêmes objectifs de diminution des migrations internationales. En lien avec la mise en œuvre de politiques migratoires toujours plus sélectives et restrictives, se développe une économie de la sécurité (nouveaux équipements, nouvelles techniques de contrôle, etc.) et son envers, à savoir une économie de trafic et de contrebande très lucrative tirant profit des migrations. Le bilan humain de cette fermeture se révèle très lourd avec notamment des milliers de morts sur les routes terrestres ou maritimes à destination de l'Europe.

L'année 2015 a vu s'accroître l'arrivée dans l'espace européen de personnes provenant directement ou transitant par des pays meurtris et désorganisés par des guerres où les pays européens – dont la France – et les Etats-Unis sont par ailleurs souvent impliqués (Libye, Syrie, Irak, Afghanistan). La « crise des migrants », qualifiée aussi de « crise migratoire » voire de « crise des réfugiés », a soulevé la question de l'organisation des secours et de la prise en charge humanitaire des personnes et aussi celle des modalités d'accueil de ces nouveaux migrants dans les différents pays de l'UE. Elle a débouché sur la proposition d'un système de répartition par quotas en direction des seuls demandeurs d'asile ou réfugiés et à l'exclusion des autres formes de migration.

Cette séquence récente de l'histoire des migrations vers l'Europe a mis au jour la désunion politique des gouvernements nationaux de l'UE dans la gestion de l'afflux de population et amplifié les discours et les pratiques xénophobes. Dans certains pays, on a pu observer non seulement un rétablissement du contrôle aux frontières nationales à l'intérieur même de l'espace Schengen, mais aussi la fermeture de ces dernières

et parfois de façon très brutale (murs, barbelés, etc.). La politique de contrôle et d'identification des migrants s'est perfectionnée avec la mise en place de « hot spots » dans les pays de débarquement ou d'arrivée (Italie, Grèce) chargés de regrouper et de trier les candidats à la migration en distinguant ceux susceptibles de bénéficier d'une protection internationale des autres migrants jugés indésirables et dont le destin forcé est d'être refoulés hors de l'espace européen.

En contrepartie, sur la question des demandeurs d'asile et des réfugiés, nous avons assisté à une inflexion significative de la politique migratoire de l'Allemagne qui s'est dite prête à accueillir plusieurs centaines de milliers de réfugiés. Il s'agirait du plus grand flux annuel de demandeurs d'asile jamais enregistré par un pays de l'OCDE depuis que cette organisation existe. Outre la raison humanitaire et le respect des droits garantis par les conventions internationales, des raisons démographiques et économiques ont été mises en avant par ce pays pour justifier l'accueil des migrants dits « humanitaires ».

Au-delà des chiffres qui peuvent faire la une de la presse ou qui sont avancés par certaines officines, que savons-nous de l'ampleur des flux migratoires à destination de l'Europe et de la France ? Que représentent-ils à l'échelle de la population mondiale, de la population européenne et des Etats membres dont la France ? Que penser des modes de classement mis en œuvre pour enregistrer et sélectionner les populations migrantes ? Que dire des catégories en usage dans le langage médiatique ou politique et de ses enjeux ? Que gagne-t-on à replacer les flux migratoires dans le temps de l'histoire ou dans une perspective géographique large ? Dans quelle mesure les expériences migratoires passées permettent-elles d'éclairer le présent et le débat public ? Quel lien ou quel rapport établir entre un savoir construit sur les migrations internationales et l'action étatique et politique dans ce domaine ? Que peut faire la recherche face à la crise des migrants et en situation d'urgence ? Quelle relation nouer entre la recherche et l'action solidaire et humanitaire ?

Le vendredi 18 mars, deux tables rondes permettront de dépasser les discours sensationnalistes et d'esquisser des réponses aux questions posées en vue de contribuer à l'élaboration et à la valorisation d'une connaissance rationnelle des phénomènes migratoires.

Organisateurs : Jean-Luc Primon (iPOPs/Urmis) et Cris Beauchemin (Ined)

## Programme

**9h00. Accueil autour d'un café**

**9h15. Introduction de la journée par Madame *Magda Tomasini*, Directrice de l'Ined.**

**9h30-12h30. Mouvements et déplacements massifs de populations : un détour historique et géographique**

Cette première table-ronde vise à prendre du recul face à l'histoire immédiate et à dépasser la représentation unilatérale qui réduit les migrations internationales à des flux orientés des pays « pauvres » vers les pays « riches ». Elle s'appuiera sur l'exposé et l'analyse de plusieurs expériences passées ou distantes de migrations soudaines et massives consécutives à des crises, des conflits ou des persécutions. Les intervenant-e-s s'attacheront à rappeler les causes et l'ampleur des phénomènes, les conditions matérielles et politico-administratives de l'accueil des populations concernées dans les pays de destination et les effets sur les opinions, les discours, les politiques, la démographie ou les pratiques institutionnelles à l'échelle nationale ou internationale de ces déplacements brusques et rapides de populations.

Elle réunira : **Aline Angoustures** (Historienne, Chef de la Mission histoire et archives, OFPRA), **Luc Cambrézy** (Géographe, Directeur de recherche à l'IRD, Rattaché à l'UMR LPED (AMU-IRD), **Marie-Paule Couto** (Sociologue, Maîtresse de conférences Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, Membre du Cresppa-CSU et du CREST-LSQ), **Lama Kabbanji** (Démographe, Chercheuse à l'IRD (UMR CEPED), Chercheuse associée à l'Ined).

***La table-ronde sera animée par Jacques Véron, Directeur de recherche à l'Ined.***

**12h30-14h00. Buffet**

**14h-17h. Classer, compter, agir : quelle implication de la recherche face à la crise des migrants ?**

Sans faire l'économie d'un examen critique des outils de la mesure et du classement des populations, cette table-ronde vise à déchiffrer les faits migratoires et les mouvements de populations que connaît actuellement l'Europe pour s'interroger sur l'apport et les limites de la recherche dans l'analyse et la compréhension de ces phénomènes migratoires (en l'occurrence des migrations de crise) et réfléchir aux éventuelles transformations à apporter aux outils de connaissance au regard des attentes des différents acteurs ainsi qu'aux relations à nouer entre la recherche et l'action envers les migrants.

Elle réunira : **Cris Beauchemin** (Géographe, Chargé de recherche à l'Ined, Unités Migrations internationales et minorités (MIM), Pôle Perspectives Internationales (POLE PI)), **Jean-Christophe Dumont** (Economiste, Chef de la division des migrations internationales, Direction de l'Emploi, du travail et des affaires sociales, OECD-OCDE), **François Héran** (Démographe et sociologue, Directeur de recherche à l'Ined, Direction du département SHS de l'ANR) et **Stéphanie Derozier** (Responsable de Pôle - Amérique Latine&Caraïbes - Afrique du Nord&Moyen Orient- à Médecins du Monde -MdM-).

***Les débats seront conduits et animés par Marie-Pierre Vérot, journaliste à France Culture.***

Inscriptions en ligne sur site Pôle PI : [http://pole\\_suds.site.ined.fr/fr/les\\_journees/crise-migrants-decenter-regard](http://pole_suds.site.ined.fr/fr/les_journees/crise-migrants-decenter-regard)